ELECTIONS LEGISLATIVES DE JUIN 1968 - 4e CIRCONSCRIPTION - (6e Arrondissement)

COMBAT POUR UNE SOCIÉTÉ NOUVELLE

Philippe TESSON
rédacteur en chef de "COMBAT"

Suppléante : Mme France FLAMAND, docteur en droit, attachée juridique

Sans le soutien d'aucun parti ni d'aucun groupe d'intérêts, je viens solliciter vos suffrages, et si j'ai choisi votre arrondissement c'est parce qu'il est aussi le mien. Je ne suis fort que de ma volonté et de l'expérience que plusieurs années d'observation de la vie politique m'ont apportée.

En quelques jours de campagne et en quelques lignes, je ne vais pas vous dire dans le détail ce que je ferais si vous m'élisiez. Je laisse ce soin aux politiciens professionnels dont l'activité principale est de promettre. Je préfère essayer de vous expliquer pourquoi je me présente à vos suffrages. Car l'essentiel est que vous compreniez et que vous approuviez la signification de ma candidature.

Un régime failli

Certains d'entre vous me connaissent : ce sont ceux qui lisent le quotidien dont je suis le rédacteur en chef depuis huit ans : COMBAT. Ceux-là savent que si mon journal a des défauts, il a au moins deux qualités : il est libre et honnête. Ma candidature, elle aussi, est libre et honnête. Ce sont deux vertus qui ont disparu de la vie politique française depuis longtemps. Or, j'estime que la crise grave qui secoue la France depuis six semaines et les menaces qu'elle entraine exigent que les responsabilités politiques changent de mains et soient prises par des hommes nouveaux, des hommes libres, capables d'employer des méthodes nouvelles, des méthodes honnêtes.
Les candidats qui en face de moi sollicitent vos suffrages sont tous des faillis. Non pas sur le plan individuel, et sans doute la plupart d'entre eux sont estimables, mais pour ce qu'ils représentent. Ils ne viennent pas à vous les mains nues : ils ont des étiquettes. Cela leur simplifie la besogne et cela fait illusion sur vous, car beaucoup d'entre vous préfèrent encore voter pour l'étiquette plus que pour l'homme.

Et pourtant il n'y a pas une de ces étiquettes qui ne soit dévaluée. Les responsabilités de la crise actuelle incombent en effet totalement au personnel politique en place, qu'il soit gaulliste ou opposant.

● Les gaullistes sont au pouvoir depuis dix ans. Le bilan de leur gestion apparaît aujourd'hui dans toute son insuffisance. Le mandat que le général de Gaulle demande aujourd'hui aux Français pour la rénovation du pays, il y a dix ans que le pays le lui a donné. Qu'a-t-il attendu pour l'honorer ? La stabilité est une bonne chose, mais elle ne suffit pas, on s'en aperçoit aujourd'hui. Elle masque pendant un temps les problèmes, mais lorsque ceux-ci ont mûri, ils éclatent, et il est alors trop tard pour les résoudre au mieux de l'intérêt général. La France vit depuis dix ans dans l'illusion de la paix intérieure. Comment un régime qui a entretenu aussi longtemps l'équivoque pourrait-il réparer le mal que cette équivoque a fait ?

● L'opposition traditionnelle, quant à elle, attend le pouvoir depuis dix ans. Le bilan de son action apparaît lui aussi dans toute son insuffisance. Elle a eu le mérite de souligner les carences du gaullisme, mais elle s'est limitée à cela. Elle s'est mal préparée à la relève. Elle a placé des intérêts partisans au-dessus de sa mission. La gauche a tergiversé entre le P.C. et le centre, le centre a tergiversé entre la majorité et l'opposition : jamais d'attitudes claires, jamais de franchise. Avant tout l'ambition du pouvoir par n'importe quels moyens, au bénéfice d'hommes usés et souvent douteux.

La révolte des jeunes

Une nation ne peut pas demeurer longtemps en bonne santé lorsque sa vie politique repose sur des structures aussi artificielles que celles-là. Il était donc fatal qu'une crise éclatât, et il est normal que l'abcès ait été crevé par la jeunesse : la jeunesse a une sensibilité particulière à la médiocrité, elle ne compose pas avec ses idéaux, et elle ne cache pas ses sentiments. Que la révolte des étudiants ait été ici et là exploitée par un certain nombre d'agitateurs, c'est évident. Mais il reste que cette révolte est un phénomène important et significatif qu'on doit respecter et qui traduit un malaise national.

Les jeunes ont ressenti plus spontanément et plus tôt que les adultes les travers de notre société et l'incapacité du personnel politique en place à les rectifier. Les jeunes ne se trompent pas, et nous devons, à la faveur du mouvement qu'ils ont créé, faire notre examen de conscience politique, puis nous engager à participer à un travail commun de restauration.

Le dialogue des citoyens

Il ne faut pas retenir seulement les formes, les aspects excessifs de la révolte des étudiants et des jeunes travailleurs : il faut tenter d'en comprendre les motifs et, une fois que cela est fait, prendre le mal à la racine, c'est-à-dire supprimer ces motifs. A ce prix, ce qui apparaît aux yeux de beaucoup comme un déchainement de désordre et d'anarchie deviendra un mouvement générateur d'ordre et de progrès.

Pour y parvenir les adultes doivent prendre conscience de leur responsabilité individuelle et sociale et, chacun selon ses possibilités, assumer cette responsabilité. Pour ma part, j'ai estimé que ma responsabilité ne devait plus se limiter à observer, à analyser et à informer par l'intermédiaire d'un journal, mais qu'elle devait s'étendre à l'action politique. Car aujourd'hui le combat se livre dans la rue, et il y a des combats de rue pacifiques dont le plus beau est le dialogue des citoyens. Je vous invite donc à dialoguer, et à me faire le porte parole de vos préoccupations et de vos aspirations, si vos préoccupations et vos aspirations sont les mêmes que les miennes.



L'étiquette sous laquelle je me présente à vos suffrages est « Combat pour une Société Nouvelle ». Ces quelques mots ne valent évidemment que pour leur contenu. Quelle est cette société nouvelle pour laquelle je combats ? C'est essentiellement une société qui ne vous mépriserait ni dans votre condition humaine ni dans votre condition civique, c'est-à-dire qui respecterait votre dignité, votre liberté et vos responsabilités.

Votre dignité

Respecter votre dignité, cela veut dire vous donner les moyens de vivre sans avoir honte de vous-même ou des autres. **Il y a en France un million de sous-prolétaires. Il y a en France un million de personnes qui gagnent moins de 550 F. Il y a en France 400 000 chômeurs. Il y a dans le monde des centaines de millions de faméliques. Cela est criminel dans un pays riche et dans un monde riche.**

Le premier devoir qui incombe aujourd'hui à un gouvernant français est d'accroître la richesse du pays pour mieux en répartir les fruits. **Accroître la richesse d'un pays, en 1968, c'est produire et vendre, ce n'est pas se replier sur des positions acquises sous prétexte que la défense de la patrie interdit le moindre abandon de souveraineté. C'est ainsi que mettre des freins à l'essor de la communauté européenne est un contre-sens.** De même, affecter des crédits à un armement nucléaire ruineux au détriment des investissements productifs est une grossière erreur, **à l'heure où le danger pour une nation de la dimension de la France vient davantage d'une dépendance économique que d'une menace armée.** La force nucléaire hypothétique de notre pays ne compense pas, loin de là, son sous-équipement. **L'Etat français a peut-être retrouvé un prestige, mais la nation française n'a pas de raison d'être fière de sa condition. La dignité des Français passe d'abord par la satisfaction de leurs besoins en matière d'équipements collectifs. La nation ne doit pas être la victime de l'Etat.**

Votre liberté

Ce qui est vrai pour la dignité l'est également pour la liberté. En France toutes les énergies, tous les élans, toutes les entreprises sont aujourd'hui freinés dès leur naissance. L'Etat d'une part, les groupes de pression d'autre part (et notamment les trusts, favorisés par l'Etat dans leur politique de concentration aveugle) écrasent l'initiative privée et la création individuelle. C'est une forme de totalitarisme d'autant plus dangereux qu'il est sournois. Ce qui est vrai au niveau de l'activité industrielle et commerciale l'est également au niveau de l'activité intellectuelle.

Chaque individu doit avoir les meilleures chances de donner la mesure de ses possibilités. Une société libre est celle qui n'entrave pas l'esprit d'entreprise et qui n'enferme pas les hommes dans les lois d'un système administratif abusif.

Une société libre est également celle où la réflexion des hommes n'est pas orientée dans le sens qui convient aux représentants de la majorité. L'O.R.T.F. est devenue une plate-forme de propagande. L'une des tâches les plus urgentes qui attend les artisans de la société de demain est d'en faire l'instrument d'éducation et d'expression de la nation tout entière.

Vos responsabilités

L'information est en effet la clé de votre destin. C'est elle qui nourrit votre réflexion politique, et c'est de votre réflexion que dépendent vos choix. Mais l'emprise de l'Etat sur vous est devenue telle que bien souvent vous le laissez choisir et décider pour vous. Cela est très grave, car en démocratie c'est à vous qu'il appartient de juger. Le gaullisme vous propose actuellement une participation qui n'est qu'une escroquerie. Qu'il commence donc par vous faire participer à la décision politique, non pas sous la forme de référendums tendancieux, mais d'abord en vous informant des problèmes puis en vous associant aux solutions par l'intermédiaire des représentants que vous élisez. Il est vrai que vos représentants sont en général des médiocres. Il ne tient qu'à vous de changer de personnel. Il ne tient qu'à vous de redevenir de vrais citoyens qui sachent contraindre l'Etat à respecter la notion de service public.

Une collectivité qui produit, une nation libre, un Etat qui sert, des citoyens qui participent : voilà les quatre grandes directions dans lesquelles doit aller la société nouvelle. Je sais que je parle un langage qui peut sembler abstrait et qui n'est pas habituel dans ce genre de tracts. Vous me reprocherez d'être resté au niveau des principes. Je vous répondrai ceci : depuis que j'ai l'âge civique je lis des professions de foi. Elles constituent une débauche de démagogie. On vous promet n'importe quoi, en chiffres, en pourcentages, en avantages. Avez-vous déjà fait le bilan comparé des promesses et des réalisations ? Je ne vous promets rien dans le détail, car c'est à l'épreuve qu'on mesure ce qui doit et ce qui peut être fait pour telle ou telle catégorie. En revanche je vous promets que, élu ou non élu, je continuerai à me battre pour que triomphent les principes que j'ai évoqués plus haut. Plus vous serez nombreux avec moi, plus ils auront de chances de triompher.

Vu : le Candidat.

Imprimerie Centrale du Croissant,